



Newsletter

Jun 2019

n°154

Association pour le droit des étrangers

I. Édito

p. 2

- ◆ « La durée de validité des actes administratifs étrangers : le rire jaune des migrants »,
Thomas Evrard, juriste ADDE

II. Actualité législative

p. 5

III. Actualité jurisprudentielle

p. 6

Séjour

- ◆ **CCE, 28 mai 2019, n° 222 025**
Séjour – Étudiant – Art. 101 AR 8/10/1981 – Décision irrecevabilité – Introduction demande de renouvellement tardive – Délai 15 jours – Annulation
- ◆ **CCE, 2 mai 2019, n° 220 662**
Séjour – Art. 9bis L. 15/12/80 – Document d'identité – Attestation de perte de pièce d'identité – République démocratique du Congo – *Ratio legis* art. 9bis L. 15/12/80 – Motivation insuffisante – Annulation
- ◆ **CCE, 24 avril 2019, n° 220 190**
Protection Internationale – Maroc – (Ancien) MENA – Orientation sexuelle – Violences familiales – Reconnaissance

DIP

- ◆ **Civ. Liège, 4 juin 2019, n° 18/5187/A**
Enlèvement d'enfants – Italie vers la Belgique – Mère et enfants reconnus réfugiés en Belgique – Risque de mauvais traitements et d'excision – Principe de non refoulement – Contrariété à l'OP et intérêt des enfants – Refus de retour – Force exécutoire de la décision italienne sur l'autorité parentale refusée

IV. Ressources

p. 7

I. Édito

La durée de validité des actes administratifs étrangers : le rire jaune des migrants

Certains services publics refusent automatiquement les actes administratifs étrangers présentés plus de trois ou six mois après leur émission. Selon le droit international privé belge, il appartient pourtant à la loi du lieu où ont été dressés les documents de déterminer leur durée de validité. Si les autorités belges disposent d'un pouvoir d'appréciation quant à l'actualité du document public étranger, celui-ci doit être exercé avec souplesse et précision, comme le recommande le Ministre de la justice.

Les Européens parlent volontiers de l'attrance et de l'admiration que les migrants auraient pour l'Occident. Ce qu'ils ignorent c'est à quel point, sous bien des rapports, la culture occidentale peut prêter à rire dans les pays du Sud. Le bureaucratisme, avec en particulier son art d'imposer des formalités dont personne ne connaît vraiment la finalité, est l'un de ces sujets de dérision. L'humour des migrants s'égratigne cependant lorsqu'ils sont confrontés aux aspects fabuleux de la discipline administrative européenne. Quelle ne fût pas la frustration des nombreux pères étrangers qui, incapables de présenter leur acte de naissance se sont vu refuser, à partir du 1^{er} avril 2018¹, le droit d'établir leur paternité à la naissance de leur enfant en Belgique. Et lorsqu'en 2019 les autorités belges ont abandonné cette formalité², tout compte fait perçue comme superflue³, le rire de ces pères était celui du héros d'une comédie tragique.

Ce rire plein d'amertume, on l'entend fréquemment dans les locaux de l'ADDE. Le cas le plus courant est peut-être celui de la personne qui vient prendre conseil après qu'une administration, dans une procédure quelconque, lui ait refusé la réception d'un acte d'état civil, valablement établi à l'étranger, mais qui, selon l'autorité, serait périmé. Il faut savoir que, sous l'influence de certains parquets⁴, l'usage s'est répandu de donner pour instruction aux fonctionnaires de ne pas accueillir un document d'état civil présenté plus de trois ou six mois (selon les services) après sa délivrance par l'autorité étrangère. A moins que son document soit très ancien, l'intéressé s'étonne toujours qu'on puisse lui réclamer une nouvelle expédition – le cas échéant, traduite et légalisée – d'un acte dont il dispose déjà. Un délai de trois mois, particulièrement, lui paraît trop court quand il a l'expérience du temps que peuvent nécessiter les démarches à réaliser avant qu'un document soit prêt à être déposé. La personne relève aussi l'absurdité d'un tel délai quand il lui est opposé alors que c'est par prévoyance qu'il a fait dresser le document avant son départ pour la Belgique. De même, il lui semble ridicule de refuser un document, certes ancien, mais qu'il vient de récupérer à la clôture d'une autre procédure. Il arrive enfin qu'une administration rejette un acte qui n'a pas été produit dans le délai imparti mais pour l'unique raison que la personne était dans l'attente que lui parviennent d'autres documents requis dans son dossier⁵. Alors, quand le consultant nous questionne sur l'origine et la légalité de ce délai de validité des documents étrangers, nos explications ne manquent pas de le faire rire, dès lors que l'analyse révèle non seulement que ce délai ne se fonde sur aucune disposition légale, mais qu'il est parfois sans la moindre utilité.

Nous voulons ici reproduire cette analyse, en espérant que sa diffusion puisse participer à l'émergence d'une pratique moins arbitraire et, pour tout dire, moins inepte que celle qui a cours actuellement dans différents services publics.

1 Suite à l'introduction de l'article 327/2 du Code civil par la loi du 19 septembre 2017 modifiant le Code civil, le Code judiciaire, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et le Code consulaire, en vue de lutter contre la reconnaissance frauduleuse et comportant diverses dispositions en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité, ainsi qu'en matière de mariage de complaisance et de cohabitation légale de complaisance (M.B. 4/10/2017, vig. 1/04/2018).

2 Suite à la modification de l'article 327/2 du Code civil par la loi du 21 décembre 2018 portant dispositions diverses en matière de justice (M.B. 31/12/2018).

3 Voy. Projet de loi du 16 novembre 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et portant simplification des dispositions du Code civil et du Code judiciaire en matière d'incapacité, et de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, loi du 21 décembre 2018, amendement n° 89 Mme Bec et consorts, article 35, Doc Chambre 54 3303/004.

4 Voy. point 3 de la circulaire du 16 janvier 2006 relative à la loi du 3 décembre 2005 modifiant les articles 64 et 1476 du Code civil et l'article 59/1 du Code des droits de timbre en vue de simplifier les formalités du mariage et de la cohabitation légale (M.B. 23/01/2006) ; Q.R., Chambre, sess. 2004-2005, question n° 555 du 18 avril 2005 (J. Galant).

5 Ce problème a déjà été constaté par la Ministre de la justice dans sa circulaire du 16 janvier 2006 (*op. cit.*).

La durée de validité de l'acte administratif étranger

Le principe général de droit international privé « *locus regit actum* »⁶ implique que la durée de validité de l'acte administratif étranger soit déterminée par la loi de l'État qui l'a émis. Selon ce principe, en effet, les autorités belges ont pour obligation d'appliquer les normes du pays d'où provient l'acte administratif pour contrôler la validité formelle de l'écrit (*instrumentum*) dans lequel il a été consigné. Parmi ces règles, on retrouve celles qui définissent les mentions qui doivent être reprises dans le document, celles qui régissent les marques de son authenticité (dont le respect est en principe attesté par la légalisation)⁷, de même que celles qui déterminent la validité dans le temps de l'expédition de l'acte étranger. Dans la majorité des cas, il semble que les États prescrivent une durée de validité illimitée pour leurs documents publics⁸. C'est notamment le cas de l'Argentine, de l'Espagne et de la Pologne. Certaines lois étrangères fixent toutefois une limite temporelle à la validité de leurs actes officiels. Ainsi, les lois turque⁹, suisse¹⁰ et italienne¹¹ prévoient qu'en principe les documents publics ne peuvent pas dater de plus de 6 mois.

Lorsqu'un délai est fixé par la loi étrangère applicable, l'autorité belge doit s'y conformer pour statuer sur la validité formelle de l'acte administratif étranger. Elle ne peut pas se montrer plus souple en se référant à un délai qu'elle aurait pour habitude de suivre ; cela reviendrait, aussi non, à donner des effets dans l'ordre juridique belge à un écrit qui n'a plus force probante dans son pays d'origine. Par ailleurs, l'application du délai prévu par le droit étranger doit se faire en tenant compte de tous les termes de ce dernier. Ainsi, en présence d'un acte italien, l'autorité belge doit savoir qu'en vertu d'un article de la loi italienne applicable, le délai de validité de six mois n'est pas retenu pour les actes certifiant un fait ou un état civil non susceptible de modification.

Maintenant, lorsqu'aucun délai n'est fixé pour la validité du document étranger : l'autorité belge n'a pas plus de pouvoir d'appréciation. Conformément à la loi désignée applicable en vertu du principe « *locus regit actum* », elle doit obligatoirement admettre la validité formelle de l'acte administratif étranger, du moins quant à la question de sa péremption. Le rejet du document pour le seul motif qu'il a été présenté après l'écoulement du délai de trois ou six mois que se serait fixée l'administration belge pour sa réception est illégal. Un tel délai ne peut être conçu comme une condition de validité de l'acte étranger.

L'actualité du contenu de l'acte administratif étranger

Cela étant, il importe de bien distinguer deux choses : la reconnaissance de l'acte administratif étranger, et la preuve de l'actualité du fait juridique ou de l'état civil établi par l'acte étranger. La reconnaissance d'un acte ne signifie pas forcément qu'il faut tenir pour actuel le fait ou l'événement d'état civil qu'il relate. Tous les actes publics ont une date ; en reconnaissant leurs effets dans l'ordre juridique belge, on ne fait rien de plus qu'admettre que le fait ou l'état civil est à cette date la vérité juridique, sans se positionner sur la question de savoir s'il a ou non été rectifié ou modifié par la suite. L'autorité réceptrice de l'acte dispose donc d'un pouvoir d'appréciation quant à l'actualité du fait ou de l'événement reconnu, dès le moment où la date d'émission de l'acte est antérieure à celle de sa réception par l'autorité destinataire. La question reste alors de savoir dans quelle mesure un service public peut aménager ce pouvoir d'appréciation en se fixant un délai au-delà duquel elle estimerait le document trop ancien pour prouver le caractère actuel de son contenu.

Tout d'abord, il est clair que l'actualité du fait juridique ou de l'état civil qui fait l'objet de l'acte administratif doit être présumée. La raison en est simple : le pouvoir d'appréciation de l'autorité publique doit s'exercer sur base des éléments objectifs du dossier. En l'absence d'indices laissant penser que l'acte a pu être rectifié ou modifié, sa seule existence contraint à considérer que le fait ou l'état civil dont il apporte la preuve est encore d'actualité. L'autorité ne peut mettre en balance le document avec le simple fait que, potentiellement, la situation a pu évo-

6 Pour une description du principe, voy. F. RIGAUX et M. FALLON, *Droit international privé* (3^e éd.), Bruxelles, Larcier, 2005, p. 101.

7 Le principe *locus regit actum* est sur ce point expressément consacré par l'article 27 du Code de droit international privé.

8 Notre enquête à ce niveau se borne principalement aux réponses apportées par les États membres de la Commission internationale de l'état civil au questionnaire de la Commission dont les résultats ont été publiés pour chaque État sous forme de guide pratique sur son site : www.ciec1.org.

9 Guide pratique international de l'état civil pour la Turquie, décembre 2002, point 2.5.4, p. 11 (http://ciec1.org/SITECIEC/PAGE_GP_Pays/xBIAAIKpgz9zaHZXYUJRdIJ6OgA).

10 Article 16, al. 2 de l'ordonnance du Conseil fédéral suisse du 28 avril 2004 sur l'état civil (RO 2004 2915).

11 Article 41 du décret du Président de la République d'Italie du 28 décembre 2000, n. 445, texte consolidé des dispositions législatives et réglementaires sur la documentation administrative tel que modifié par la loi du 12 novembre 2011.

luer. D'autant qu'il faut, a priori, accorder foi à la déclaration de la personne qui, en déposant son document, soutient que le fait ou l'événement juridique qu'il contient est bien d'actualité.

Néanmoins, il faut concevoir que plus le document est ancien, moins la présomption d'actualité du fait ou de l'événement juridique est forte, quoiqu'elle soit toujours présente. Aussi n'est-il sans doute pas déraisonnable pour une autorité administrative de prévoir un délai à l'écoulement duquel ses agents devraient vérifier de façon plus minutieuse l'actualité du contenu du document et, au besoin, en solliciter une expédition récente. Cette exigence ne devrait cependant pas pouvoir être imposée sur le simple motif du dépassement du délai, mais seulement en invoquant la raison concrète qui incite à penser que l'acte a pu être modifié ou rectifié. Car, en effet, ce délai ne peut valoir tout au plus que comme une directive interne par laquelle l'autorité balise son pouvoir d'appréciation quant à l'admissibilité des documents étrangers¹². En l'absence de base législative, il ne peut s'agir que d'une ligne de conduite dont l'usage ne dispense pas d'une évaluation au cas par cas des circonstances de chaque espèce. C'est en ce sens que le Ministre de la justice semble interpréter le délai d'acceptation de l'actualité des actes étrangers¹³. Dans la circulaire du 21 mars 2018, il recommande d'ailleurs expressément aux services qui instaurent un tel délai de tenir compte de « l'absence d'indications que la situation de la personne a changé depuis la remise du document. »¹⁴

Par ailleurs, les services administratifs doivent garder à l'esprit l'objectif du délai relatif à l'actualité des actes et ne pas s'y référer lorsqu'il est dépourvu d'utilité. Le SPF Intérieur a ainsi relevé qu'un délai ne devrait pas être attaché au document provenant des « nombreux pays [qui] n'ont pas la tradition ouest-européenne de mise à jour des actes d'état civil (par exemple, par le biais de mentions marginales). »¹⁵ En l'occurrence, en effet, la production d'une nouvelle expédition de l'acte n'apporterait simplement aucune confirmation de l'actualité du fait ou du statut considéré. De même, selon le SPF¹⁶, un délai ne devrait pas être appliqué lorsque l'acte d'état civil présenté est un acte original, issu donc d'un État qui ne délivre les actes qu'une seule fois. « Là encore, il n'est pas utile de demander un extrait plus récent que les personnes concernées ne pourraient obtenir qu'en déclarant que l'exemplaire précédent a été perdu ou volé. »

Dans d'autres cas de figure, un délai ne se justifie pas non plus en raison de la nature des faits ou des événements juridiques contenu dans le document. Certains de ces éléments comme, par exemple, le fait de la naissance, le sexe ou la date de naissance ont très peu de chance d'avoir été rectifiés ou modifiés. Aussi paraît-il excessif de douter de l'actualité d'un acte de naissance valide, à moins qu'il soit extrêmement vieux ou que certains indices concrets forcent à penser que sa substance a changé. En tout état de cause, l'analyse de l'actualité d'un acte et de l'opportunité d'en requérir une version plus récente ne peut se faire sans avoir égard aux circonstances entourant sa production. En particulier, la difficulté pour la personne d'obtenir un nouveau document dans son pays d'origine doit être prise en compte, comme le souligne la circulaire du 21 mars 2018¹⁷. Par exemple, on ne peut envisager de demander un nouvel acte à un Afghan avec autant de facilité qu'à un Français ; d'autant que l'acte afghan doit être traduit et légalisé.

Et pourtant... Si nombre d'administrations exercent leur pouvoir d'appréciation de l'actualité des documents administratifs étrangers avec souplesse et précision, conformément aux recommandations du Ministre de la Justice¹⁸, on constate en pratique que beaucoup d'autres refusent automatiquement les actes datant de plus de trois ou de six mois, comme si ce délai était une véritable règle de droit. Dans l'ignorance de ce qu'il appar- tient, selon le droit international privé belge, à la loi du lieu d'émission d'un document de déterminer sa durée

12 Sur la notion de directive en droit administratif, voy. P. GOFFAUX, *Dictionnaire élémentaire de droit administratif*, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 45 et 46.

13 Voy. point 3 de la circulaire du 16 janvier 2006 (*op. cit.*) ; point A.2. de la circulaire du 21 mars 2018 relative à la loi du 19 septembre 2017 modifiant le Code civil, le Code judiciaire, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et le Code consulaire, en vue de lutter contre la reconnaissance frauduleuse et comportant diverses dispositions en matière de recherche de paternité, de maternité et de co-maternité, ainsi qu'en matière de mariage de complaisance et de cohabitation légale de complaisance (*M.B.*, 26/03/2018, vig. 1/04/2018) ; point 4.2.14.3 de la circulaire du 19 mars 2019 relative à la modernisation et l'informatisation de l'état civil (*M.B.* 25/03/2019).

14 Point A.2. de la circulaire du 21 mars 2018 (*op. cit.*).

15 Voyez les informations publiées sur le site sur SPF Affaires intérieures : « Frequently Asked Questions (FAQ) : modernisation et informatisation de l'État civil », 3 mai 2019, point 2.10.9, p. 24 (https://www.ibz.rn.fgov.be/fileadmin/user_upload/fr/baec/FAQ_BAEC_FR_20190503.pdf).

16 *Ibid.*

17 Point A.2. de la circulaire du 21 mars 2018 (*op. cit.*).

18 Le Ministre de la justice se fonde notamment sur un avis de la Commission permanente de l'état civil rendu en 2005 (Voy. point 3 de la circulaire du 16 janvier 2006, *op. cit.*)

de validité, certains officiers de l'état civil, entre autres, imposent le respect de ce délai comme une condition à la reconnaissance de l'acte administratif étranger.

Loin d'être une petite question de procédure administrative, cet état de fait est particulièrement dommageable pour les migrants en ce qu'il entraîne parfois la suspension de leurs droits civils fondamentaux. Il faut appeler les autorités responsables à modifier leur approche de l'actualité des documents étrangers. Elles doivent, en premier lieu, revoir leur communication vis-à-vis des administrés à qui on ne peut laisser entendre que le délai de trois ou six mois serait une exigence légale impérative¹⁹.

Un recours est ouvert devant le tribunal de la famille pour la reconnaissance de l'acte d'état civil considéré indûment comme périmé²⁰. Hélas, la perspective de ce recours n'est pas tellement de nature à apaiser le migrant confronté à cette situation. Son rire retentit encore car il sait que le recours prendra sans doute plus de temps que de refaire les démarches pour obtenir un nouveau document – si tant est que ces démarches soient envisageables. Et dans son rire on entend aussi l'impression que c'est peut-être pour cela que le document qu'il a présenté a reçu peu de considérations.

Thomas Evrard, juriste ADDE a.s.b.l., thomas.evrard@adde.be

II. Actualité législative

- ◆ Loi du 5 septembre 2018 portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République argentine concernant l'autorisation pour les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires d'effectuer des activités rémunérées, fait à Bruxelles le 20 avril 2017, *M.B.* 29/05/2019, vig. 14/06/2019
[Télécharger la loi >>](#)
- ◆ Loi du 13 avril 2019 portant création d'un Code civil et y insérant un livre 8 « La preuve », *M.B.* 14/05/2019, vig. 01/11/2020, (à l'exception des art. 8.15, al. 2, 8.22, 3° et 8.26, § 1er, 1°, alinéa 2 du Livre 8)
[Télécharger la loi >>](#)
- ◆ Loi du 5 mai 2019 portant modification le Code pénal afin de favoriser les mesures alternatives dans la prise en charge de la délinquance inspirée par le racisme ou la xénophobie et de mieux lutter contre la récidive en matière de discrimination, *M.B.* 28/05/2019, vig. 13/06/2019
[Télécharger la loi >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 21 novembre 2018 visant l'octroi de subventions par l'Agence Fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile dans le cadre de la coordination du « Retour volontaire assisté », – Partie 1, *M.B.* 02/05/2019, vig. 13/05/2019
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 17 mars 2019 visant l'octroi de subventions par l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile dans le cadre des programmes de « Réinstallation de réfugiés » et « Relocalisation de demandeurs d'asile ». – Partie 2, *M.B.* 20/05/2019, vig. 13/05/2019
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 23 mars 2019 visant l'octroi de subventions par l'Agence Fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile dans le cadre de la coordination du « Retour volontaire assisté », – Partie 1, *M.B.* 02/05/2019, vig. 1/07/2019
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)

¹⁹ Pour un exemple de communication à revoir, voy. le document diffusé par la commune de Liège : « Ville de Liège, département Affaires citoyennes, Service des mariages : Mariage, Cohabitation légale, informations générales », avril 2019 (<https://www.liege.be/fr/vie-communale/services-communaux/etat-civil-et-population/mariage-et-cohabitation-legale/telechargement/mariage-etrangers-documents-a-fournir.pdf>).

²⁰ Article 23 et 27 du Code de droit international privé.

- ◆ Arrêté ministériel flamand du 22 mars 2019 relatif aux règles d'agrément et de subventionnement d'une offre de soutien aux familles en vue de la prévention de mutilations génitales féminines et de mariages forcés, *M.B.* 08/05/2019, vig. 01/01/2019
[Télécharger l'arrêté ministériel flamand >>](#)
- ◆ Décret de la communauté française du 14 mars 2019 modifiant le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'Administration afin de renforcer le rôle de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Communauté française, *M.B.* 13/05/2019, vig. 24/05/2019
[Télécharger le décret >>](#)
- ◆ Arrangement administratif Service public fédéral de la Sécurité sociale du 8 mai 2019 relatif à l'application de la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République du Kosovo, *M.B.* 13/05/2019, vig. 20/02/2019
[Télécharger l'arrangement administratif >>](#)

III. Actualité jurisprudentielle

Séjour

- ◆ [CCE, 28 mai 2019, n°222 025 >>](#)

SÉJOUR – ÉTUDIANT – ART. 101 AR 8/10/1981 – DÉCISION IRRECEVABILITÉ – INTRODUCTION DEMANDE DE RENOUVELLEMENT TARDIVE – DÉLAI 15 JOURS – ANNULATION

L'article 101, §3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 prévoit de manière précise la prise d'une décision d'irrecevabilité dans l'hypothèse où l'étranger est invité à produire les documents dans le délai de 15 jours et qu'il ne les produit pas dans ce délai. Si le Rapport du Roi précédent l'adoption de l'arrêté royal du 23 avril 2018 modifiant les articles 101 et 103/2 et remplaçant l'annexe 29 prévoit lui, que la demande de renouvellement sera déclarée irrecevable si elle n'est pas introduite 15 jours avant l'expiration du titre de séjour, cela ne peut permettre de prendre une décision d'irrecevabilité dans le cas de l'introduction d'une demande de renouvellement tardive. En effet le Rapport du Roi ne peut prévaloir contre des textes qui sont clairs et ne nécessitent donc aucune interprétation. Ce qui est le cas de l'article 101 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 qui n'appelle donc aucune interprétation supplémentaire et en aucun cas une lecture qui reviendrait à ajouter à la disposition susmentionnée une possibilité de prendre une décision d'irrecevabilité qui n'y figure pas.

- ◆ [CCE, 2 mai 2019, n° 220 662 >>](#)

SÉJOUR – ART. 9BIS L. 15/12/80 – DOCUMENT D'IDENTITÉ – ATTESTATION DE PERTE DE PIÈCE D'IDENTITÉ – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO – *RATIO LEGIS* ART. 9BIS L. 15/12/80 – MOTIVATION INSUFFISANTE – ANNULATION

Le requérant a joint à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, une copie de son attestation de naissance ainsi qu'une copie d'une déclaration de perte des pièces, délivrées par le bourgmestre de la commune de Kananga. Ce document précise que les pièces perdues sont la carte d'identité et la carte d'électeur. Ainsi que sa dénomination le laisse apparaître, cette pièce est destinée à pallier la perte ou l'absence d'un document. Il comporte toutes les données d'identification figurant d'ordinaire sur une carte d'identité et est revêtu des informations d'usage pour la délivrance d'un document officiel.

Dans de telles circonstances, compte tenu de la *ratio legis* de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, selon laquelle une demande serait déclarée irrecevable « si l'identité d'une personne est incertaine. Il convient d'éviter que les titres de séjour servent à régulariser l'imprécision (voulue) relative à l'identité », et étant donné l'obligation de motivation formelle pesant sur la partie défenderesse, celle-ci devait expliquer les raisons pour lesquelles l'identité de l'intéressé demeurerait incertaine ou imprécise malgré la production dudit document, en sorte que sa demande devait être déclarée irrecevable, *quod non* en l'espèce.

◆ [CCE, 24 avril 2019, n°220 190 >>](#)

PROTECTION INTERNATIONALE – MAROC – (ANCIEN) MENA – ORIENTATION SEXUELLE – VIOLENCES FAMILIALES – RECONNAISSANCE

Le Conseil du Contentieux des étrangers reconnaît le statut de réfugié à un jeune majeur, marocain en raison de son orientation sexuelle. Contrairement au CGRA, le Conseil estime que le récit du requérant était spontané, consistant et détaillé et empreint de sentiment de vécu. Il estime que la découverte de l'homosexualité est un processus complexe à expliquer même pour les adultes et qu'il existe une diversité d'expériences possibles. Il considère que le requérant a été consistant à propos de la prise de conscience de ses différences d'attitude et de comportement par rapport à d'autres garçons de son âge et du violent rejet qu'il subissait de la part de ces derniers. Le Conseil relève la difficulté de vivre sa différence et la preuve engendrée par le fait que ni la société, ni sa famille n'acceptait l'homosexualité, dans la société marocaine où l'homosexualité est tabou, réprimée et vue comme intolérable. Le conseil tient compte de l'attestation de la psychologue qui fait état du jeune âge du requérant et de son identité sexuelle toujours en construction. Les éléments versés au dossier décrivent un environnement légal répressif et un climat hostile à l'égard des homosexuels au Maroc, devant conduire à une extrême prudence dans l'examen des demandes de protection internationale basée sur l'orientation sexuelle. De sorte que le bénéfice du doute doit être accordé largement et une attention toute particulière doit être portée sur les conséquences d'un éventuel retour. Et de reconnaître le statut de réfugié.

DIP

◆ [Civ. Liège, 4 juin 2019, n° 18/5187/A >>](#)

DIP – ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS – DE L'ITALIE VERS LA BELGIQUE – DEMANDE DE RETOUR À L'AC BELGE REFUSÉE – ART. 11 ET 12 CONV. LH 25/10/1980 – ART. 11 R. BXLII^{BIS} – DÉCISION ITALIENNE SUR LE FOND – EXERCICE EXCLUSIF DE L'AUTORITÉ PARENTALE AU PÈRE – DEMANDE D'ASILE EN BELGIQUE – MÈRE ET ENFANTS RECONNUS RÉFUGIÉS – RISQUE DE MAUVAIS TRAITEMENTS ET D'EXCISION SUR LE TERRITOIRE ITALIEN – DEMANDE DE RETOUR ET DE FORCE EXÉCUTOIRE DE LA DÉCISION ITALIENNE – ENFANTS TROP JEUNES POUR AUDITION – PRINCIPE DE NON REFOULEMENT – CONTRARIÉTÉ À L'OP EU ÉGARD À L'INTÉRÊT DES ENFANTS – ART. 20 CONV. LH 25/10/1980 – ART. 23 ET 31 R. BXLII^{BIS} – DEMANDES RECEVABLES MAIS NON FONDÉES

La décision du CGRA quant à la reconnaissance du statut de réfugié pour la mère et ses enfants s'impose au tribunal. A cet égard, une décision consacrant le retour de la mère et des enfants en Italie constituerait une atteinte au principe de non refoulement, principe consacré comme droit fondamental. En vertu de l'article 20 de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980, le tribunal ne peut dès lors faire droit à la demande de retour. Par ailleurs, l'exécution de la décision italienne accordant l'exercice exclusive de l'autorité parentale et l'hébergement principal au père ne peut, en vertu des articles 31 et 23 a) du Règlement Bruxelles II^{bis}, être accordée en raison de la contrariété à l'ordre public qu'elle engendrerait, eu égard à l'intérêt supérieur des enfants.

IV. Ressources

- ◆ L'Office des étrangers a publié les nouveaux montants des redevances dues à l'introduction de certaines demandes de séjour correspondant à l'indexation (62 €, au lieu de 60 € / 204 €, au lieu de 200 € / 358 €, au lieu de 350 €)

[Lire l'article >>](#)

- ◆ EASO a publié :

- [un rapport COI focus sur la Côte d'Ivoire >>](#)
- [son rapport annuel sur la situation de l'Asile dans l'UE en 2018 >>](#)

- ◆ Le HCR Bruxelles et Luxembourg a publié [les « 7 appels clés au prochain parlement européen » >>](#)

- ◆ La Cour pénale internationale a été saisie d'une plainte contre l'UE et certains États membres de crime contre l'humanité commis contre les réfugiés et migrants qui traversent la méditerranée [Lire l'article >>](#) (en anglais)

- ◆ European Migration Network de la Commission européenne a publié [son rapport annuel sur la migration >>](#)